



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Avenant n°2 à la Délégation de Service Public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots de plage 1, 2 ,3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Exonération partielle des exploitants des lots n°1 et 2 - Demande de prorogation de la concession - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

L'Etat peut conclure des concessions de plage pour organiser l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages (article L.2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques) pour répondre aux besoins du public qui portent essentiellement sur la pratique balnéaire. Ces concessions peuvent ainsi accueillir des plagistes, titulaires de sous-traités d'exploitation dont l'activité principale reste la location de matériel et comme activité accessoire la restauration avec ou sans service de table.

L'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, issu de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), prévoit que la Métropole est dorénavant l'autorité compétente en lieu et place des communes pour la gestion des concessions de plage dans les conditions définies à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu confier par l'Etat, la concession de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone pour une période de 10 ans, soit du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2028 par arrêté préfectoral n°DDTP34-2019-06-10458.

Pour application de ces dispositions, Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n° M2018-507 du 20 septembre 2018, a approuvé le principe et le lancement d'une délégation de service public et la conclusion de sous-traités d'exploitation rattachés à celle-ci.

Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n°M2020-08 du 10 février 2020, a approuvé le choix des titulaires de chacune des sous-concessions d'exploitation, ainsi que leurs conventions d'exploitation afférentes.

Cependant, par courrier du 16 avril 2020, Monsieur le Préfet a notifié à Montpellier Méditerranée Métropole son accord préalable à la signature des conventions d'exploitation des lots n°1 et 2 mais a refusé son accord pour les lots n°3 et 4, au motif que les projets de conventions ne correspondent pas aux aménagements légers prévus dans les espaces remarquables par décret du 21 mai 2019.

L'attribution du lot 1 a été notifiée le 28 avril 2020 et celle du lot 2 le 4 mai 2020, avec un début d'exploitation par les concessionnaires, respectivement au 8 juin pour le lot 1 et au 20 juin pour le lot 2.

En conséquence, la Métropole a aussitôt interpellé les services préfectoraux pour engager une négociation afin de d'ajuster les projets rejetés aux normes réglementaires des aménagements prévus par décret.

Par la suite, dans le contexte sanitaire lié à la pandémie de Covid-9, et dans le cadre de la gestion des conventions d'exploitation accordées, Monsieur le Préfet, par courrier du 28 mai 2020, propose de considérer cette année de Covid-19 comme une année « blanche », en appliquant des exonérations sur les redevances perçues auprès des titulaires de sous concession, et conséquemment offre la possibilité de proroger d'une année supplémentaire la concession des plages naturelles situées sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

En effet, les acteurs économiques n'ont pas pu exploiter leurs concessions aux dates prévues par les traités d'exploitation induisant une saison touristique réduite, et les conditions d'exploitation respectant les règles de distanciation inférant une perte de 40% de la capacité de clientèle attendue en restauration et à 50% sur la location de matelas.

Par conséquent, en application de l'article L.3135-1 du Code de la commande publique qui prévoit la possibilité de prendre un avenant dans plusieurs conditions dont les modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues, il convient de mettre en place un dispositif d'aide et d'exonération exceptionnelle des redevances sur les lots n°1 et 2, attribués sur la saison estivale 2020 en lien avec la politique d'aide de soutien à l'économie locale de la Métropole, notamment pour compenser les pertes liées aux conditions d'exploitation dégradées par la fermeture partielle des plages en début de saison et du respect des règles de distanciation.

Les modalités d'application de cette exonération se déclinent comme suit :

Rappel :

- La partie fixe est constituée d'un coefficient monétaire multiplicateur appliqué à la surface occupée,
- La partie variable est constituée d'un pourcentage retenu sur le chiffre d'affaires de l'exploitant avec un seuil minimal pour le lot 1,
- La partie variable est fixée sur le lot 2 à hauteur de 10 000 euros suite aux négociations,
- L'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) se voit attaché à un loyer fixe annuel initial de 100 000 euros, lequel sera diminué à 50 000 euros.

	Redevance initiale	Exonération partielle proposée
Lot n°1		
Part fixe	8 000 €	4 000 €
Part variable	10% avec seuil minimal (30 000 €)	10% sans seuil minimal
Lot n°2		
Part fixe	1 200 €	600 €
Part variable	10 000 €	9 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les mesures proposées concernant l'exonération des redevances dues par les titulaires des lots n°1 et 2 ;
- de solliciter les services de l'Etat pour prolonger d'un an la concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et les sous-traités d'exploitation afférents ;
- de solliciter les services de la Préfecture afin de minorer la redevance domaniale due par Montpellier Méditerranée Métropole au regard de l'exonération appliquée aux titulaires des lots de plage ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-145177-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avt lot 1

- Avt lot 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.